



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 91

Loi modifiant le Code de la sécurité routière

Présentation

Présenté par
M. Sam L. Elkas
Ministre des Transports

**Éditeur officiel du Québec
1993**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi propose diverses modifications au Code de la sécurité routière afin d'en faciliter l'administration. Ces modifications concernent notamment l'obligation de munir les autobus d'écoliers d'un signal d'arrêt obligatoire, l'identification des points routiers qui sont critiques pour les camions et l'obligation de les munir d'un système de freinage supplémentaire.

Ce projet de loi introduit de nouvelles mesures concernant la vérification mécanique et l'expertise technique des véhicules. Il propose également des modifications permettant d'uniformiser le montant des amendes prévues pour les infractions dans les voies réservées et permet à la Société de l'assurance automobile du Québec d'exiger des frais pour l'échange électronique de données.

Ce projet de loi modifie, par ailleurs, la règle applicable en matière de transmission des avis de suspension et de révocation des permis de conduire. Il permet, en outre, à la Société de conclure avec tout ministère ou organisme désigné par le gouvernement une entente en vue de l'application de la Loi sur la transformation des produits marins et de la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers.

Enfin, ce projet contient des modifications de nature technique et des dispositions de concordance.

Projet de loi 91

Loi modifiant le Code de la sécurité routière

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 105 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est remplacé par le suivant:

« **105.** Une personne ne peut conduire un véhicule routier lorsqu'elle fait l'objet d'une sanction même si elle est titulaire d'un permis de conduire international.

Toutefois, le titulaire d'un permis restreint peut, sous réserve de l'article 195.1, conduire un véhicule routier dans l'exécution du principal travail dont il tire sa subsistance. ».

2. L'article 106 de ce code est remplacé par le suivant:

« **106.** Le propriétaire, le locataire ou la personne qui a le contrôle d'un véhicule routier ne peut laisser conduire ce véhicule par une autre personne faisant l'objet d'une sanction, même si cette dernière est titulaire d'un permis de conduire international.

Il peut toutefois laisser conduire le véhicule par cette dernière personne si elle est, sous réserve de l'article 195.1, titulaire d'un permis restreint et conduit le véhicule dans l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance. ».

3. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 106, du suivant:

« **106.1** Pour l'application des articles 105 et 106, « sanction » s'entend de la révocation ou de la suspension soit du permis autorisant la conduite d'un véhicule routier, soit d'une classe d'un tel permis, ainsi que de la suspension du droit d'obtenir un tel permis ou une telle

classe. Sont aussi visées la révocation et la suspension prononcées par une autre autorité administrative que la Société. ».

4. L'article 229 de ce code est modifié :

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ainsi que d'un signal d'arrêt obligatoire constitué soit d'un panneau d'arrêt escamotable, soit d'un bras escamotable avec panneau d'arrêt » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « et les affiches » par « , les affiches et le signal d'arrêt obligatoire ».

5. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 292, du suivant :

« 292.1 La personne responsable de l'entretien d'un chemin public peut, au moyen d'une signalisation appropriée, interdire sur ce chemin la circulation d'un véhicule routier dont la masse, charge comprise, excède la masse réglementaire si celui-ci n'est pas muni d'un système de ralentissement prévu par règlement.

Dans le cas d'une municipalité, ce pouvoir est subordonné à l'autorisation du ministre des Transports, sauf urgence ; à défaut d'autorisation, le ministre peut enlever la signalisation en cause.

Nul ne peut conduire un véhicule routier en contravention avec une signalisation installée en application du présent article, à moins que ce véhicule ne soit utilisé pour l'entretien de ce chemin. ».

6. L'article 318 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après « 291 », de « ou au troisième alinéa de l'article 292.1 ».

7. L'article 386 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 7° par les suivants :

« 7° sur un chemin à accès limité, sur une voie d'entrée ou de sortie d'un tel chemin et sur une voie de raccordement ;

« 7.1° sur une voie de circulation réservée exclusivement à certains véhicules ; ».

8. L'article 456 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « intermittents », des mots « et actionner le signal d'arrêt obligatoire ».

9. L'article 457 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, des mots « et actionner leur signal d'arrêt obligatoire ».

10. L'article 458 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « véhicule », des mots « ni actionner son signal d'arrêt obligatoire ».

11. L'article 459 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « intermittents », des mots « d'un véhicule ni actionner le signal d'arrêt obligatoire » ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « est muni de ces feux » par les mots « en est muni ».

12. L'article 460 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « marche », des mots « ou lorsqu'il est fait usage de son signal d'arrêt obligatoire » ;

2° par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « éteints », des mots « et le signal d'arrêt obligatoire escamoté, ».

13. L'article 462 de ce code est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3° par le suivant :

« *b*) un ensemble de véhicules routiers formé soit de plus de quatre véhicules routiers motorisés ou châssis de véhicules automobiles, soit de plus de trois véhicules, l'essieu amovible n'étant pas calculé dans le nombre de véhicules qui forment l'ensemble lorsqu'il supporte une semi-remorque. ».

14. Le deuxième alinéa de l'article 463 de ce code est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « fabrication », de « , par sa formation en train routier ».

15. L'article 473 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique pas aux équipements servant à niveler, déblayer ou marquer la chaussée. ».

16. L'article 506 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après « 381 à », de « 385, à l'un des paragraphes 1° à 7°, 8° et 9° de l'article 386, à l'un des articles 387, ».

17. L'article 509 de ce code, modifié par l'article 61 du chapitre 54 des lois de 1992, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après «365,», de «au paragraphe 7.1° de l'article 386, à l'article».

18. L'article 519.2 de ce code est modifié par le remplacement, dans les trois premières lignes de la définition de «transporteur», des mots «d'un véhicule automobile visé par le présent titre ou qui prend en location un tel véhicule pour une période de moins d'un an» par les mots «ou locataire d'un véhicule automobile visé par le présent titre».

19. L'article 519.63 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot «titre» par le mot «code».

20. L'article 519.65 de ce code est remplacé par le suivant:

«**519.65** La Société peut, sur approbation du ministre des Transports, conclure avec tout ministère ou organisme désigné par le gouvernement une entente en vue de l'application des lois suivantes:

- 1° Loi sur le camionnage (L.R.Q., chapitre C-5.1);
- 2° Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22);
- 3° Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1);
- 4° Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2);
- 5° Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29);
- 6° Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30);
- 7° Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
- 8° Loi sur la santé et sur la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1);
- 9° Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13);
- 10° Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1);
- 11° Loi sur la transformation des produits marins (L.R.Q., chapitre T-11.01);

12° Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1);

13° Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12);

14° Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (L.R.Q., chapitre U-1.1). ».

21. L'article 519.67 de ce code est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « du contrôle sur route, pour veiller à » par le mot « de ».

22. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 519.67, du suivant :

« **519.67.1** Dans l'exercice de ses fonctions relatives au contrôle des véhicules routiers visés au titre VIII.1, un contrôleur routier peut en faire l'inspection et à cette fin, y pénétrer, ouvrir ou faire ouvrir tout conteneur ou réceptacle. Il peut également exiger tout renseignement relatif à l'application du présent code ainsi que la production et l'examen de tout document s'y rapportant.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle d'un véhicule routier doit se conformer à une demande d'un contrôleur routier faite en application du premier alinéa. ».

23. L'article 519.77 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « contrevient », de « au deuxième alinéa de l'article 519.67.1, ».

24. L'article 521 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 10.2° par le suivant :

« 10.2° les véhicules accidentés et reconstruits visés au titre IX.1; ».

25. L'article 546.3 de ce code est abrogé.

26. L'article 546.4 de ce code est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit :

« **546.4** Toute personne qui reconstruit un véhicule accidenté doit constituer un dossier de reconstruction du véhicule en utilisant le formulaire fourni par la Société. Le dossier doit contenir les documents et les renseignements suivants : » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 6° du premier alinéa et après le mot « photographies », des mots « en couleurs » et, dans la deuxième ligne du même paragraphe et après le mot « photographie », des mots « en couleurs ».

27. L'article 546.6 de ce code est remplacé par le suivant :

« **546.6** Nul ne peut remettre en circulation un véhicule accidenté reconstruit sans l'avoir préalablement soumis à l'expertise technique avec le dossier de reconstruction visé à l'article 546.4 et sans avoir obtenu un certificat de conformité technique ainsi qu'un certificat de vérification mécanique indiquant que le véhicule est conforme au présent code.

Cependant, une personne n'a pas à produire le dossier de reconstruction si le véhicule a été accidenté et reconstruit à l'extérieur du Québec à la condition qu'il y ait été immatriculé comme véhicule reconstruit ou n'a pas à fournir les documents et renseignements exigés au dossier de reconstruction qui se rapportent à l'assureur si le véhicule a été accidenté à l'extérieur du Québec. ».

28. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 550, du suivant :

« **550.1** La Société transmet à la personne concernée la décision portant sur une sanction visée à l'article 106.1 en la lui remettant ou en la lui envoyant, notamment par courrier recommandé ou certifié, à sa dernière adresse figurant dans les dossiers de la Société.

Lorsque la décision est ainsi envoyée par courrier recommandé ou certifié, le destinataire est réputé l'avoir reçue le cinquième jour suivant sa date d'expédition, à moins qu'il ne démontre, qu'ayant pris toutes les précautions raisonnables, il ne l'a pas reçue. ».

29. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 596.2, des suivants :

« **596.3** Dans une poursuite pénale pour la sanction d'une infraction à une disposition de l'article 523, la preuve de la remise de l'avis prévu à l'article 524 peut être faite par le dépôt d'un double de cet avis qui en atteste la remise et qui est signé par l'agent de la paix ou la personne autorisée par la Société.

La date de la vérification mécanique peut être prouvée par le dépôt d'un double de l'avis qui atteste la vérification et qui est daté et signé par le vérificateur.

Toutefois, le défendeur peut requérir du poursuivant, conformément à l'article 63 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1), qu'il assigne comme témoin la personne qui a remis cet avis ou effectué cette vérification.

« **596.4** Dans une poursuite pénale pour la sanction d'une infraction à une disposition de l'article 531, la preuve de la remise de l'avis prévu à cet article peut être faite par le dépôt d'un double de cet avis qui en atteste la remise et qui est signé par la personne autorisée par la Société ou la personne autorisée à effectuer la vérification mécanique pour celle-ci.

La date de la vérification des réparations et de l'attestation de la conformité du véhicule routier au présent code peut être prouvée par le dépôt d'un double de l'avis qui atteste la vérification du véhicule et sa conformité au présent code et qui est daté et signé par la personne autorisée par la Société ou la personne autorisée à effectuer la vérification mécanique pour celle-ci.

Toutefois, le défendeur peut requérir du poursuivant, conformément à l'article 63 du Code de procédure pénale, qu'il assigne comme témoin la personne qui a remis cet avis ou effectué cette vérification. ».

30. L'article 621 de ce code est modifié par l'insertion, après le paragraphe 36°, du suivant :

« 36.1° prévoir quels sont les systèmes de ralentissement supplémentaires dont doivent être munis, pour circuler sur un chemin public où cet équipement est requis par une signalisation, les véhicules routiers dont la masse, charge comprise, excède celle qu'il détermine; ».

31. L'article 624 de ce code, modifié par l'article 166 du chapitre 61 des lois de 1992, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 17°, du suivant :

« 18° fixer les frais payables pour l'échange électronique de données relatives à l'application du code avec toute personne morale de droit public ou de droit privé. ».

32. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.